

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas abordé cette question, mais on m'informe qu'elle a été soulevée par nos ministres et fonctionnaires.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON—L'OBSERVATION DES LOIS CANADIENNES RELATIVES À LA POLLUTION DES EAUX

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre des Transports qui s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères de France? Un règlement est-il intervenu avec le gouvernement français quant à l'observation de nos lois concernant la pollution des eaux au large de la côte sud de Terre-Neuve et la juridiction de la France sur les eaux entourant les îles Saint-Pierre-et-Miquelon?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, il serait malséant, je pense, d'exposer en détail les questions traitées au cours de ces entretiens; d'ailleurs, selon la tradition, cela ne se fait pas. Toutefois, ce ne serait pas trahir un secret que de dire que des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la négociation d'un arrangement non seulement avec le gouvernement de la France mais avec la plupart des pays de l'Atlantique dans le sens que le député a mentionné. J'espère qu'il sera possible d'en arriver sous peu à un arrangement bilatéral, surtout en ce qui concerne Saint-Pierre-et-Miquelon.

LA QUESTION DES RAPPORTS COMMERCIAUX ENTRE LE CANADA ET LE MARCHÉ COMMUN

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): J'ai une question supplémentaire à poser au premier ministre au sujet de la visite, hier, du ministre des Affaires étrangères de France et au sujet des discussions qui ont eu lieu. A-t-il été question de relations spéciales entre le Canada et le Marché commun européen?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas abordé ce sujet non plus avec le ministre des Affaires étrangères de France, mais je sais que la question du Marché commun et des relations commerciales entre l'Europe et la France a été très discutée avec certains de nos ministres.

L'hon. M. Stanfield: Par qui?

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA DEMANDE D'AIDE DES FORCES ARMÉES DANS LE CAS D'UNE GRÈVE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

[Français]

M. Fernand-E. Leblanc (Laurier): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Défense nationale.

L'honorable ministre de la Justice du Québec ou quelque autre autorité auraient-ils fait une demande d'aide des forces armées, au cas où il y aurait une grève de la Sûreté du Québec en fin de semaine?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, personnellement, je n'ai reçu aucune requête du ministre de la Justice du Québec, mais je peux affirmer que les officiers de la Sûreté du

[M. Carter.]

Québec ont contacté les officiers du quartier général des forces mobiles au sujet d'une grève possible.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LES RUMEURS D'INFILTRATION DE LA CIA AU SEIN DU FLQ—DEMANDE DE RAPPORT OFFICIEL

[Traduction]

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Je veux adresser au solliciteur général une question importante ayant trait, dans une certaine mesure, à la sécurité. Le gouvernement du Canada savait-il que la CIA avait infiltré le FLQ l'automne dernier, sait-il que cela se continue au Québec et y a-t-il donné son consentement?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Monsieur le président, j'ignore totalement les allégations contenues dans cette question, mais je vais certainement m'en informer.

[Traduction]

M. Woolliams: Une question supplémentaire. Le ministre consentirait-il à examiner la question pendant le week-end et à présenter un rapport complet là-dessus, étant donné les déclarations qui se font actuellement et les informations sur cette infiltration que semblent posséder les media et d'autres?

[Français]

L'hon. M. Goyer: Monsieur le président, si la réponse est négative, le rapport ne sera pas très long.

[Traduction]

M. l'Orateur: La représentante de Vancouver-Kingsway a la parole.

M. Woolliams: Puis-je poser une autre question supplémentaire?

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Ma question s'adresse au ministre d'État chargé des affaires urbaines...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La présidence a donné la parole à la représentante de Vancouver-Kingsway. Je la donnerai plus tard au député de Calgary-Nord.

* * *

AFFAIRES URBAINES

L'ÉTABLISSEMENT DE GARDERIES

Mme Grace MacInnis (Vancouver-Kingsway): Ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Peut-il nous dire si des fonctionnaires de son ministère s'entretiennent avec des fonctionnaires provinciaux pour déterminer la meilleure façon d'établir des garderies en réponse à la recommandation du rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme et à celle de la conférence canadienne sur les garderies?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, toute la question des garderies est à l'étude dans ce que la représentante appelle mon ministère, au sein de la SCHL et au secrétariat qui examine le rapport de la Commission royale d'en-